

Art. 12. § 1. De inrichtingen die gedurende het schooljaar 1992-1993 een taalcursus hebben georganiseerd die ten minste 4 lestijden per week omvat, als tweede, derde of vierde taal, worden geacht die cursus als respectievelijk moderne taal I, II of III te hebben ingericht.

De inrichtingen die gedurende het schooljaar 1992-1993 een cursus Nederlands, Duits of Engels als tweede of als derde taal, naar rata van twee lestijden per week hebben ingericht en die in hetzelfde studiejaar en dezelfde onderwijsvorm die cursus niet georganiseerd hebben als tweede of derde taal naar rata van 4 lestijden per week, worden gemachtigd om zonder programmatie en zonder de oprichtingsnorm te bereiken, deze cursus in het algemeen onderwijs of in het technisch doorstromingsonderwijs op te richten als respectievelijk moderne taal I of moderne taal II met vier lestijden per week, vanaf het schooljaar 1993-1994.

§ 2. De inrichtingen die gedurende het schooljaar 1992-1993 een cursus moderne taal met 4 lestijden per week in het tweede jaar van de tweede graad hebben georganiseerd worden gemachtigd, zonder de oprichtingsnorm te bereiken, die cursus als moderne taal III op te richten in het eerste jaar van de derde graad, vanaf het schooljaar 1993-1994.

§ 3. De inrichtingen die in het schooljaar 1992-1993 een cursus wiskunde met 5 of 7 lestijden per week hebben georganiseerd in de 3e graad, mogen zonder programmatie en zonder de oprichtingsnorm te bereiken de gewone basisoptie wiskunde met 6 lestijden per week organiseren vanaf het schooljaar 1993-1994.

Art. 13. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1993, behalve artikel 10 dat uitwerking heeft op 19 april 1993.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 1993.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en het Openbaar Ambt,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. THOMAS

F. 93 — 2550

**19 JUILLET 1993. — Décret relatif aux fins de carrière dans l'enseignement
et les centres psycho-médico-sociaux (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 7 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Les articles 8 à 10 *quater* s'appliquent aux membres du personnel visés à l'article 1er qui sont nommés ou engagés à titre définitif ou dont la nomination est agréée là où cette agrégation existe, à l'exclusion des membres du personnel administratif et du personnel de maîtrise, gens de métier et de service. »

Art. 2. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Les membres du personnel nommés à titre définitif visés à l'article 7 peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite lorsqu'ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans et comptent au moins vingt années de service, pour autant qu'ils ne puissent bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public.

Cette mise en disponibilité est irréversible et accordée jusqu'à la date à laquelle ils peuvent prétendre à cette pension.

Pour application de cet article, sont pris en considération les services qui entrent en ligne de compte pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé un traitement d'attente égal à autant de cinquantièmes, de cinquante-cinquièmes et de soixantièmes du dernier traitement d'activité que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité, selon que la fraction prise en considération pour le mode de calcul de la pension est de 1/50, 1/55, 1/60.

Pour l'application de cet article, sont pris en considération, pour leur durée réelle, les services qui entrent en ligne de compte dans le calcul de la pension de retraite, en ce compris l'expérience utile dans les limites fixées par l'article 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique et à l'exclusion des bonifications pour études, et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

Pendant cette mise en disponibilité, le membre du personnel ne peut exercer aucune occupation lucrative. »

Art. 3. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Par dérogation à l'article 8, le membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est autorisé, par le Ministre ou son délégué, à exercer une occupation lucrative aux conditions et dans le respect des incompatibilités que le Gouvernement arrête.

Toutefois, cette occupation ne peut en aucun cas s'exercer dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ni dans les centres psycho-médico-sociaux. Le membre du personnel est tenu d'informer le Ministre ou son délégué de toute modification de revenu susceptible d'entraîner une diminution ou une suppression de son traitement d'attente. »

(1) Session 1993-1993.

Documents du Conseil. — Nos 111 - n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.

Comptes rendus intégraux. — Discussion : séance du 15 juillet 1993. — Adoption : séance du 16 juillet 1993.

Art. 4. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Les membres du personnel visés à l'article 7, en disponibilité par défaut d'emploi, peuvent bénéficier, à leur demande, d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, pour autant qu'ils ne puissent bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public et qu'ils soient âgés de 55 ans au moins.

Cette mise en disponibilité est irréversible et est accordée jusqu'à la date à laquelle celui qui en fait l'objet est admissible à la pension.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente s'élevant à 75 p.c. du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité de l'intéressé.

Le membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de la retraite est autorisé par le Ministre ou son délégué, à exercer une occupation lucrative aux conditions et dans le respect des incompatibilités que le Gouvernement arrête.

Toutefois, cette occupation ne peut en aucun cas s'exercer dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ni dans les centres psycho-médico-sociaux. Le membre du personnel est tenu d'informer le Ministre ou son délégué de toute modification de revenu susceptible d'entraîner une diminution ou une suppression de son traitement d'attente. »

Art. 5. Un article 10bis, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 10bis. Les membres du personnel visés à l'article 7, en activité de service ou en disponibilité pour cause de maladie, peuvent bénéficier, à leur demande, d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, pour autant qu'ils ne puissent bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public, qu'ils soient âgés de 55 ans au moins et que la totalité de la charge ainsi libérée puisse être attribuée à des membres du personnel restant en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge après que les opérations de réaffectation aient été effectuées.

L'application de cette disposition ne peut cependant conduire à l'obligation d'attribuer la charge à plus de deux personnes.

L'obligation pour un pouvoir organisateur d'attribuer l'emploi libre à un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ne s'applique pas aux titulaires d'une fonction de promotion, mis en disponibilité par un autre pouvoir organisateur.

En revanche, l'emploi de la fonction de recrutement qui serait libéré à la suite de l'attribution de la fonction de promotion doit, avant l'engagement d'un temporaire, être réservé en priorité à la réaffectation, à la remise au travail ou au rappel provisoire à l'activité d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle en charge.

La mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la retraite est irréversible et est accordée jusqu'à la date à laquelle celui qui en fait l'objet est admissible à la pension. Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente s'élevant à 75 p.c. du dernier traitement d'activité de l'intéressé.

Le membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de la retraite est autorisé par le Ministre ou son délégué, à exercer une occupation lucrative aux conditions et dans le respect des incompatibilités que le Gouvernement arrête.

Toutefois, cette occupation ne peut en aucun cas s'exercer dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ni dans les centres psycho-médico-sociaux. Le membre du personnel est tenu d'informer le Ministre ou son délégué de toute modification de revenu susceptible d'entraîner une diminution ou une suppression de son traitement d'attente. »

Art. 6. Un article 10ter, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 10ter. Les membres du personnel visés à l'article 7, en activité de service, qui sont titulaires d'un emploi d'une fonction de recrutement comportant des prestations complètes ou des prestations incomplètes supérieures à une demi-charge, peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité à temps partiel pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, pour autant qu'ils ne puissent pas bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public et qu'ils soient âgés de 55 ans au moins.

Le membre du personnel qui bénéficie d'une telle disponibilité est tenu d'accomplir, au minimum la moitié, au maximum la moitié plus deux périodes, de la durée des prestations complètes liées à la fonction qu'il exerce.

Cette mise en disponibilité est irréversible et est accordée jusqu'à la date à laquelle celui qui en fait l'objet est admissible à la pension.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé, pour les périodes qui ne sont plus prestées, un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente s'élevant à 50 p.c. du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité attribuée à ce nombre de périodes.

Le bénéfice de ces dispositions est étendu aux membres du personnel déclarés en perte partielle de charge et demandeurs d'un complément de charge, qui leur permet d'atteindre la moitié des prestations complètes liées à la fonction qu'ils exercent. »

Art. 7. Un article 10quater, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 10quater. Pour l'application des articles 8, 10, 10bis et 10ter de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 précité, le membre du personnel qui transforme un congé pour prestations réduites en une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, est présumé avoir obtenu comme dernier traitement d'activité ou dernière subvention-traitement d'activité, le traitement ou la subvention-traitement qu'il aurait perçue s'il avait continué à exercer ses prestations précédant le congé susmentionné jusqu'à la veille de sa mise en disponibilité.

Les prestations à prendre en considération sont celles pour lesquelles le membre du personnel est nommé, engagé à titre définitif ou dont la nomination est agréée là où l'agrégation existe.

Art. 8. Sont abrogés :

§ 1^{er}. Les articles 12 à 14 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordé au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite.

§ 2. Les articles 11 et 12 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1991 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordé aux membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans, ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la retraite.

§ 3. Les articles 12 à 14 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordé aux membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française, âgés de 50 ans, ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite.

§ 4. Les articles 11 à 13 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites, accordé aux membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans, ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite.

Art. 9. Le Gouvernement détermine les modalités d'application des dispositions contenues dans le présent décret.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 1993.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

—
VERTALING

N. 93 — 2550

**19 JULI 1993. — Decreet betreffende het einde van de loopbanen in het onderwijs
en de psycho-medisch-sociale centra (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 297 d.d. 31 maart 1984, betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Art. 7. De artikelen 8 t/m 10^{quater} zijn van toepassing op de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven zijn of wier benoeming erkend is daar waar deze erkenning bestaat, met uitsluiting van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel. »

Art. 2. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Art. 8. De in artikel 7 bedoelde personeelsleden die in vast verband benoemd zijn, kunnen een terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen vóór het rustpensioen bekomen wanneer zij de leeftijd van vijfenvijftig jaar bereikt hebben en ten minste twintig jaar dienst tellen voor zover zij geen rustpensioen ten laste van de Schatkist mogen genieten.

Deze terbeschikkingstelling is onherroepelijk en geldt tot de datum waarop zij aanspraak op dat pensioen kunnen maken.

Voor de toepassing van dit artikel komen de diensten in aanmerking die meetellen voor het recht op een rustpensioen.

Tijdens de duur van deze terbeschikkingstelling wordt een wachtgeld toegekend gelijk aan zoveel vijftigsten, vijfenvijftigsten en zestigsten van de laatste activiteitswedde als het personeelslid dienstjaren telt, naargelang de voor de berekening van het pensioen in aanmerking genomen breuk 1/50, 1/55 of 1/60 is.

Voor de toepassing van dit artikel worden voor hun werkelijke duur in aanmerking genomen de diensten die voor de berekening van het rustpensioen meetellen, met inbegrip van de nuttige ervaring binnen de perken vastgesteld bij artikel 17 van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1958, houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, en met uitsluiting van de bijslag voor studies en van de andere perioden die als diensten aanvaard worden voor de weddevastlegging.

Tijdens deze terbeschikkingstelling mag het personeelslid geen winstgevende bezigheid uitoefenen. »

Art. 3. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen:

« Art. 9. In afwijking van artikel 8 wordt het vóór het rustpensioen om persoonlijke redenen ter beschikking gesteld personeelslid door de Minister of diens afgevaardigde gemachtigd een winstgevende bezigheid uit te oefenen onder de voorwaarden en met inachtneming van de overeenigbaarheden die de Regering bepaalt.

Deze bezigheid mag in geen geval in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs of in de psycho-medisch-sociale centra uitgeoefend worden.

Het personeelslid is ertoe gehouden de Minister of diens afgevaardigde elke inkomenswijziging mee te delen die de vermindering of de afschaffing van zijn wachtgeld tot gevolg zou kunnen hebben. »

(1) Zitting 1992-1993.

Stukken van de Raad. — Nr. 111 - nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking : vergadering van 15 juli 1993. — Aanneming : vergadering van 16 juli 1993.

Art. 4. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 10. De in artikel 7 bedoelde personeelsleden, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, kunnen op hun verzoek een terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen vóór het rustpensioen genieten voor zover zij geen rustpensioen ten laste van de Schatkist mogen genieten en ten minste 55 jaar oud zijn.

Deze terbeschikkingstelling is onherroepelijk en wordt toegekend tot de datum waarop degene die het voorwerp ervan is op pensioen mag gesteld worden.

Tijdens de duur van deze terbeschikkingstelling wordt een wachtwedde of een wachtweddetoelage toegekend die 75 p.c. bedraagt van de laatste activiteitswedde of -weddetoelage van de betrokkene.

Het personeelslid, ter beschikking gesteld om persoonlijke redenen vóór het rustpensioen, wordt door de Minister of diens afgevaardigde gemachtigd, een winstgevende bezigheid uit te oefenen onder de voorwaarden en met inachtneming van de onverenigbaarheden die de Regering vaststelt.

Deze bezigheid mag echter in geen geval in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs of in de psycho-medisch-sociale centra uitgeoefend worden. Het personeelslid is ertoe gehouden, de Minister of diens afgevaardigde elke inkomenswijziging mee te delen die de vermindering of de afschaffing van zijn wachtwedde tot gevolg kan hebben. »

Art. 5. Een artikel 10bis dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 10bis. De in artikel 7 bedoelde personeelsleden, in actieve dienst of wegens ziekte ter beschikking gesteld, kunnen op hun verzoek een terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen vóór het rustpensioen genieten voor zover zij geen rustpensioen ten laste van de Schatkist mogen genieten, minstens 55 jaar oud zijn en mits de gehele hierdoor vrijgemaakte opdracht kan toegewezen worden aan personeelsleden die wegens ontstentenis van betrekking of wegens het gedeeltelijk verlies van een opdracht ter beschikking blijven nadat de reëctatieverrichtingen hebben plaatsgehad.

De toepassing van deze bepaling mag er echter niet toe leiden dat de opdracht aan meer dan twee personen toegewezen wordt.

De verplichting voor een inrichtende macht om een vacante betrekking aan een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeelslid toe te wijzen, wordt niet toegepast op de titularissen van een bevorderingsambt die door een andere inrichtende macht ter beschikking werden gesteld.

Daarentegen moet de betrekking van het wervingsambt dat ten gevolge van de toekenning van het bevorderingsambt vrijkomt, vóór de werving van een tijdelijke bij voorrang voorbehouden worden voor de reëctatie, de wedertewerkstelling, de voorlopige terugroeping in actieve dienst van een personeelslid dat wegens ontstentenis van betrekking of wegens het gedeeltelijk verlies van zijn opdracht ter beschikking werd gesteld.

De terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen vóór de opruststelling is onherroepelijk en wordt toegekend tot de datum waarop hij die het voorwerp ervan is, een pensioen kan bekomen. Tijdens de gehele duur van deze terbeschikkingstelling wordt een wachtwedde of een wachtweddetoelage toegekend die 75 p.c. bedraagt van de laatste activiteitswedde van de betrokkene.

Het personeelslid, om persoonlijke redenen ter beschikking gesteld vóór het rustpensioen, wordt door de Minister of diens afgevaardigde gemachtigd, een winstgevende bezigheid uit te oefenen onder de voorwaarden en met inachtneming van de onverenigbaarheden die de Regering vaststelt.

Deze bezigheid mag echter in geen geval in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs of in de psycho-medisch-sociale centra uitgeoefend worden. Het personeelslid is ertoe gehouden, de Minister of diens afgevaardigde elke inkomenswijziging mee te delen die de vermindering of de afschaffing van zijn wachtwedde tot gevolg kan hebben. »

Art. 6. Een artikel 10ter, dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 10ter. De in artikel 7 bedoelde personeelsleden in actieve dienst, die titularis zijn van een betrekking in een wervingsambt met volledige prestaties of onvolledige prestaties die meer dan een halve opdracht behelzen, mogen een deeltijdse terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen vóór het rustpensioen genieten, voor zover zij geen rustpensioen ten laste van de Schatkist mogen genieten en ten minste 55 jaar oud zijn.

Het personeelslid dat een dergelijke terbeschikkingstelling geniet, is ertoe gehouden ten minste de helft en ten hoogste de helft plus twee lestijden te verstrekken van de volledige prestaties die overeenstemmen met het ambt dat hij uitoefent.

Deze terbeschikkingstelling is onherroepelijk en wordt toegekend tot de datum waarop hij die het voorwerp ervan is, een rustpensioen kan bekomen.

Tijdens de gehele duur van deze terbeschikkingstelling wordt voor de lestijden die niet meer worden gepresteerd een wachtwedde of een wachtweddetoelage toegekend ten belope van 50 % van de laatste activiteitswedde of -weddetoelage die voor dit aantal lestijden werd toegekend.

Het voordeel van deze bepalingen wordt uitgebreid tot de personeelsleden die een deel van hun opdracht verloren hebben en een aanvullende opdracht aanvragen die hun de mogelijkheid geeft, de helft te bereiken van de prestaties verbonden aan het ambt dat zij uitoefenen. »

Art. 7. Een artikel 10quater, dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 10quater. Voor de toepassing van de artikelen 8, 10, 10bis en 10ter van voormeld koninklijk besluit nr. 297 d.d. 31 maart 1984 wordt het personeelslid dat zijn verlof voor verminderde prestaties tot een terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen omvormt, geacht als laatste activiteitswedde of activiteitsweddetoelage de wedde of de weddetoelage te hebben verkregen die hij zou ontvangen hebben indien hij zijn prestaties vóór bovenvermeld verlof was blijven uitoefenen tot de dag vóór zijn terbeschikkingstelling.

De in aanmerking te nemen prestaties zijn die waarvoor het personeelslid vast benoemd is, in vast verband geworven is of waarvoor de benoeming erkend is daar waar de erkenning bestaat. »

Art. 8. Opgeheven worden :

§ 1. De artikelen 12 t/m 14 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap dat vijftig jaar oud is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan veertien jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen.

§ 2. De artikelen 11 en 12 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 3 december 1991 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid toegekend aan de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die de leeftijd van vijftig jaar hebben bereikt of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan veertien jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen.

§ 3. De artikelen 12 t/m 14 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs die vijftig jaar oud zijn of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder dan veertien jaar zijn, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen.

§ 4. De artikelen 11 t/m 13 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van vijftig jaar hebben bereikt of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan veertien jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen.

Art. 9. De Regering bepaalt de toepassingsvoorwaarden van de in dit decreet vervatte bepalingen.

Art. 10. Dit decreet treedt op 1 september 1993 in werking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 1993.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en het Openbaar Ambt,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

F. 93 — 2551

[S-C — 29452]

19 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 22 avril 1952 relatif aux bonifications d'ancienneté prévues par l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, par la loi du 14 février 1955 et par l'arrêté royal n° 6 du 21 janvier 1957

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles notamment l'article 87, telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 65;

Vu les règles statutaires ci-après, telles que modifiées et d'application au personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, notamment l'arrêté royal du 22 avril 1952 relatif aux bonifications d'ancienneté prévues par l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, par la loi du 14 février 1955 et par l'arrêté royal n° 6 du 21 janvier 1957, tel que modifié et en vigueur le 24 décembre 1991;

Vu le protocole n° 59/1 du 13 juin 1991 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu le protocole n° 96 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 28 janvier 1993;

Vu le protocole n° 42 du Comité de négociation du Commissariat général aux Relations internationales, conclu le 18 février 1993;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions donné le 29 juin 1993;

Sur proposition du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 12 juillet 1993,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté est applicable au personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires, de l'Agence de Prévention du Sida, du Commissariat général aux Relations internationales, de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 2. A l'article 8 de l'arrêté royal du 22 avril 1952 relatif aux bonifications d'ancienneté prévues par l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, par la loi du 14 février 1955 et par l'arrêté royal n° 6 du 21 janvier 1957, modifié par les arrêtés royaux du 29 juin 1973, 4 janvier 1974, 13 décembre 1989, 21 mars 1990 et 7 août 1991, la somme « 8 838 francs » est remplacée par la somme « 9 103 francs ».

Art. 3. A l'article 10 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 29 juin 1973, 4 janvier 1974, 13 décembre 1989, 21 mars 1990 et 7 août 1991, la somme « 1 323 144 francs » est remplacée par la somme « 1 362 845 francs ».

Art. 4. A l'article 10bis, § 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 29 juin 1973, 4 janvier 1974, 13 décembre 1989, 21 mars 1990 et 7 août 1991, la somme « 1 323 144 francs » est remplacée par la somme « 1 362 845 francs ».

Art. 5. A l'article 11 du même arrêté, l'alinéa 2, modifié par les arrêtés royaux des 29 juin 1973, 13 décembre 1989 et 7 août 1991, et l'alinéa 4, modifié par les arrêtés royaux des 29 juin 1973, 4 janvier 1974, 13 décembre 1989, 21 mars 1990 et 7 août 1991, sont remplacés respectivement par les alinéas suivants :

« Cette augmentation est fixée par semestre à bonifier à :

1 048 francs si le traitement est inférieur à 194 757 francs;

2 094 francs si le traitement est de 194 757 à 265 271 francs;

3 143 francs si le traitement est de 265 272 à 335 788 francs;